



Assemblée générale

Distr. générale
29 décembre 2016
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Trente-quatrième session

27 février-24 mars 2017

Point 1 de l'ordre du jour

Questions d'organisation et de procédure

Élection d'un membre du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme

Note du Secrétaire général

1. Conformément à la résolution 5/1 du Conseil, le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme, composé de 18 experts siégeant à titre personnel et dont la candidature est proposée par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies à la suite de consultations avec les institutions nationales des droits de l'homme et les organisations de la société civile, sont élus par le Conseil, au scrutin secret, sur la liste de candidats dont les noms auront été présentés conformément aux conditions arrêtées.
2. La répartition géographique des membres est la suivante :
 - a) Cinq parmi les États d'Afrique ;
 - b) Cinq parmi les États d'Asie et du Pacifique ;
 - c) Deux parmi les États d'Europe orientale ;
 - d) Trois parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes ;
 - e) Trois parmi les États d'Europe occidentale et autres États.
3. À sa sixième session, le Conseil a adopté la décision 6/102 sur la suite donnée à la résolution 5/1 du Conseil, dans laquelle sont énoncés les critères techniques et objectifs de présentation des candidatures, à savoir :
 - a) Compétences et expérience reconnues dans le domaine des droits de l'homme ;
 - b) Haute moralité ;
 - c) Indépendance et impartialité.

GE.16-23131 (F) 110117 090217



* 1 6 2 3 1 3 1 *

Merci de recycler



4. Les États sont invités à appliquer les directives suivantes concernant les critères techniques et objectifs pour la présentation de leurs candidats :

a) Compétence et expérience :

i) Études universitaires dans le domaine des droits de l'homme ou dans des domaines connexes et/ou expérience directe ou indirecte du rôle de responsable ou d'organisateur dans le domaine des droits de l'homme aux niveaux national, régional ou international ;

ii) Expérience appréciable (cinq ans au moins) et contributions personnelles dans le domaine des droits de l'homme ;

iii) La connaissance du système des Nations Unies et des mandats et politiques institutionnels ayant trait aux activités dans le domaine des droits de l'homme, ainsi que la connaissance des instruments, normes et disciplines internationaux relatifs aux droits de l'homme et une bonne connaissance des différents systèmes juridiques et des différentes civilisations seront préférables ;

iv) Maîtrise d'au moins une des langues officielles de l'Organisation des Nations Unies ;

v) Temps à consacrer aux travaux du Comité consultatif, pour concourir à son efficacité, tant en assistant à ses sessions qu'en menant à bien les activités prescrites entre les sessions ;

b) Haute moralité ;

c) Indépendance et impartialité : les personnes ayant de hautes responsabilités dans un gouvernement ou dans toute autre organisation ou entité qui pourraient donner lieu à un conflit d'intérêts avec les responsabilités inhérentes au mandat seront écartées ; les membres élus au Comité consultatif agiront à titre individuel ;

d) D'autres considérations : le principe du non-cumul des fonctions de même des droits de l'homme doit être respecté.

5. Lorsqu'il élira les membres du Comité consultatif, le Conseil devrait accorder l'attention voulue à l'équilibre entre les sexes et à une représentation appropriée des différentes civilisations et des différents systèmes juridiques.

6. À sa septième session, le Conseil a élu pour la première fois les 18 membres du Comité consultatif. Quatre membres ont été élus pour un mandat d'un an, 7 pour un mandat de deux ans et 7 pour un mandat de trois ans.

7. À sa trente-troisième session, conformément à son programme de travail annuel, le Conseil a procédé à des élections afin de pourvoir les sept sièges vacants du Comité consultatif : deux sièges revenaient aux États d'Afrique, deux aux États d'Asie et du Pacifique, un aux États d'Europe orientale, un aux États d'Amérique latine et des Caraïbes et un aux États d'Europe occidentale et autres États.

8. À la suite de la démission de Laura-Maria Crăciunean-Tatu, qui avait été élue pour un mandat de trois ans au Comité consultatif le 26 septembre 2014 à la vingt-septième session du Conseil, le Conseil organisera, à sa trente-quatrième session, des élections afin de pourvoir le siège vacant de membre du Comité consultatif, dans le Groupe des États d'Europe orientale. Le nouveau membre sera élu pour le reste du mandat de M^{me} Crăciunean-Tatu.

9. Conformément au paragraphe 71 de la résolution 5/1 du Conseil, la liste des candidats doit être close deux mois avant la date de l'élection, et le secrétariat doit communiquer la liste des candidats et les informations pertinentes aux États Membres et les rendre publiques au moins un mois avant l'élection.

10. Le 18 octobre 2016, le secrétariat du Conseil a adressé une note verbale aux coordonnateurs régionaux concernés pour les encourager à présenter des candidats, pour les informer que la date limite de soumission des candidatures était le 21 novembre 2016, et qu'elle a ensuite été prolongée jusqu'au 15 décembre 2016.

11. Suite à cela, le secrétariat a reçu une candidature proposée par le Gouvernement roumain.

12. On trouvera ci-dessous le nom de l'expert désigné comme candidat, dont le curriculum vitae est joint en annexe*.

États d'Europe orientale

<i>État membre</i>	<i>Candidat désigné</i>
Roumanie	Ion Diaconu

* L'annexe au présent document est distribuée telle qu'elle a été reçue, dans la langue originale seulement.

Annexe*

Ian Diaconu (Romania)

Date of birth: 23 October 1938

Nationality: Romanian

Civil status: Married, two children

Studies:

1956-1960 Bachelor of Law — Faculty of Law, University of Bucharest, Romania

1965-1968 PhD studies — University of Geneva, Switzerland

1971 PhD in International Law — University of Geneva, Switzerland

Professional activities:

October 2013 to present

University Spiru Haret, Bucharest

Professor Associate main topics — “The right of fundamental freedoms” and “Public international law” University of Bucharest, Faculty of Law;

Professor Associate coordinator for master studies in “International Responsibility of States”;

2010-2013 University Spiru Haret, Bucharest

Professor Associate main topics — “Juridical protection of human rights”, “Diplomatic and consular relations”, “European and Euro-Atlantic Organizations”;

2008-2010 University Spiru Haret, Bucharest

Professor-Lecturer, main topics — “Juridical protection of human rights”, “Diplomatic and Consular Law” and “International Relations in Modern and Contemporary Times”, “European and Euro-Atlantic Organizations”;

2006-2008 Spiru Haret University, Bucharest

Professor-Lecturer main topics — “Juridical Protection of Human Rights” and “European and Euro-Atlantic Organizations”;

2005-2008 Commission on Foreign Policy;

Chamber of Deputies — Parliament of Romania;

Chief Adviser;

1960-2005 Ministry of Foreign Affairs of Romania

Secretary-General of the Ministry of Foreign Affairs;

Ambassador of Romania to Denmark;

Ambassador of Romania to the Russian Federation;

Director General, Legal Department;

* Les curriculum vitae ne sont pas revus par les services d’édition.

Director General Consular Affairs Department;
 Director General, Department for Security and Cooperation in Europe;
 Deputy Director, International Organizations and Legal Department;
 Diplomatic Counsellor, Permanent Mission of Romania to the United Nations, New York;
 Diplomatic Counsellor, Embassy of Romania in Brussels.

Academic activities:

1990-1993 National School of Political and Administrative Studies
 Professor International Law Studies;
 2001-2006 National School of Political and Administrative Studies, Romanian Diplomatic Academy of the Ministry of Foreign Affairs;
 Faculty of History - University of Bucharest;
 Faculty of Law and Administrative Studies — “Dimitrie Cantemir” University;
 Professor-Lecturer of International Law;
 1993-2001 Miscellaneous lectures on human rights issues in Copenhagen, Oslo, Lund, Stockholm and Moscow.

Participation in major international conferences:

1963 Vienna, Conference for the codification of consular law;
 1972-1975 Helsinki and Geneva, Conference on Security and Cooperation in Europe;
 2009 Geneva Review Conference on the implementation of Durban documents;
 2001 Durban, World Conference against racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance;
 1999 Sankt Petersburg, United Nations meeting, Decade of International Law;
 1996 Copenhagen, World Conference on Social Development;
 1988 United Nations Commission on Human Rights;
 1986 Vienna, General Meeting of the Conference on Security and Cooperation;
 1985 Ottawa, Meeting on Human Rights, Conference on Security and Cooperation in Europe;
 1980 Madrid, General meeting of the Conference on Security and Cooperation in Europe;
 1978 Belgrade, General meeting of the Conference on Security and Cooperation in Europe;
 1964, 1981-1985, sessions of the General Assembly of the U.N. and other U.N. bodies in New York;

Membership of international legal bodies:

2013-2016 Member of the Committee for Regional or Minority Languages, Council of Europe;

2012-2016	Member Compliance Committee of the Aarhus Convention on Access to Information, Public Participation in Decision-making and Access to Justice in Environmental Matters, of the United Nation Economic Commission for Europe – UNECE;
2012-2015	Member of the Committee for the Elimination of Racial Discrimination;
2008-2011	Member of the Committee for the Elimination of Racial Discrimination, Rapporteur of the Committee;
2002-2003	Chairman of the Committee for the Elimination of Racial Discrimination;
1991-2002	Member of the Committee for the Elimination of Racial Discrimination;
1988-2002	Member of the Permanent Court of Arbitration;
1988-1991	Member of the U.N. Sub commission for the Protection of Minorities and the Prevention of Discrimination;

Scientific activities and publications:

- Imperative Norms of International Law (Jus Cogens), 1971 (in French language), 1977 (in Romanian language);
- Handbook on Public International Law, 1993 (in Romanian language), 1995 — second edition, 2010 - third edition;
- Human Rights (in Romanian language), 1993;
- Human Rights in the Contemporary International Law (2001 — in Romanian language);
- Human Rights in the Contemporary International Law, theory and practice (in Romanian language — 2010);
- Juridical Protection of Human Rights, 2007 and 2010 — in Romanian language;
- Minorities — Status and Prospects, 1996 — in Romanian language;
- Minorities — Identity and Equality, 1998 — in Romanian language;
- Minorities in the Third Millennium, 1999 — in Romanian language;
- Minorities in International Law, 2001 — in English language;
- Minorities from Non-Discrimination to Identity, 2004 — in English, published with financial support of UNESCO;
- Minorities in the Contemporary International Law, 2009 — in Romanian language;
- European and Euro-Atlantic Organizations, 2009, second edition 2011 — in Romanian language;
- International Relations in Modern and Contemporary Times, 2008 — in Romanian language;
- Treaties of international law, vol. I (Introduction and Sources), 2002 — in Romanian language;
- Treaties of international law, vol. II (Representation, Spaces and Population), 2003 — in Romanian language;
- Treaties of international law, vol. III (Economic Relations and Ways and Means of International Cooperation, 2005-in Romanian language;
- The International Criminal Court — a new stage, 2002 — in English language;

- Racial Discrimination, 2005 — in Romanian language;
- Racial Discrimination, 2007 — in English, published by the UNDP Office of Bucharest;
- Racial Discrimination, 2011 — in English, published by Eleven Publishers, The Hague;
- Culture and Human Rights, 2012, in Romanian language, Ed. Pro Universitaria;
- International Responsibility in International Law, 2013, in Romanian language, Ed. Pro Universitaria;
- Introduction to public international law, 2014, in Romanian language, Ed. Pro Universitaria;
- Speaking Different, Living Together; Linguistic Rights, Ed. Al Ata, 2015;
- La Culture et les Droits de L'homme, 2015, Le Harmattan, Edilivre, Paris;
- More than 100 studies and articles on different issues of international law and human rights in Romanian language and foreign publications and books, in Romanian language, English and French.

Languages:

Romanian — native;

English, French and Russian — Full professional proficiency.
